



Musée national Picasso-Paris  
20 rue de la Perle  
75003 PARIS

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS SERVICES

ORGANISATION ET COORDINATION D'UN DINER DE GALA  
AU MUSEE NATIONAL PICASSO-PARIS

MARCHE n°2026-MNPP-1151-MA

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Prestations traitées au forfait en application des dispositions de  
l'article R2112-6 2° du code de la commande publique

**Remise des offres fixée au 10 mars 2026 à  
12h00**

## **SOMMAIRE**

<u>ARTICLE</u>	<u>1</u>	<u>-</u>	<u>OBJET</u>	<u>DE</u>	<u>LA</u>	<u>CONSULTATION</u>	
<u>3</u>	<u>ARTICLE</u>	<u>2</u>	<u>-</u>	<u>CONDITIONS</u>	<u>DE</u>	<u>LA</u>	<u>CONSULTATION</u>
<u>4</u>							
2.1	-	MODE DE LA CONSULTATION					4
2.2	-	DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS					4
2.3	-	COMPLEMENTS AU C.C.T.P.					4
2.4	-	VARIANTES - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLES					4
2.5	-	DELAIS D'EXECUTION					4
2.6	-	MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION					4
2.7	-	DELAJ DE VALIDITE DES OFFRES					5
2.8		CLAUDE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE					5
<u>ARTICLE 3 - COMPOSITION DU D.C.E ET PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</u>							
<u>5</u>							
3.1	-	COMPOSITION ET MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES					
							<u>5</u>
3.2		PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES					-
<u>ARTICLE 4 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</u>							8
4.1		CRITÈRES DE JUGEMENT					8
4.2	-	UNITE MONETAIRE ET MODALITES DE REGLEMENT					9
4.3		NEGOCIATIONS					10
<u>ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</u>							
							<u>1</u>
<u>0</u>							
<u>ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES</u>							11
6.1		RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE					11
6.2		VISITE DES LIEUX					11

## **PREAMBULE**

Pour cette consultation, les candidats doivent obligatoirement transmettre leur offre sous la forme dématérialisée (et non plus par voie papier) uniquement sur le profil acheteur du musée national Picasso Paris sur la Plateforme de achats de l'Etat (PLACE) :

[Accueil - Portail des marchés publics](#)

La transmission des dossiers fait l'objet d'un accusé de réception électronique indiquant l'horodatage du site de dépôt que le soumissionnaire est réputé avoir accepté.

Les candidats doivent s'assurer de répondre aux prérequis techniques de la plateforme de dématérialisation (taille du pli, etc.).

Les plis sont « hors délai » si leur téléchargement se termine après la date et l'heure limites de remise des dossiers fixées dans le présent règlement de la consultation. Les candidats sont invités à prévoir un temps de téléchargement suffisant.

Les envois seront faits sous la seule responsabilité de l'expéditeur jusqu'à réception et enregistrement par le service destinataire.

Les soumissionnaires peuvent adresser au Musée Picasso, avant la date limite de remise des offres mentionnée en page de garde, sur support papier, sur support physique électronique ou électronique avec accusé de réception, une copie de sauvegarde de leur dossier dans les conditions fixées par l'arrêté du 14 avril 2023 modifiant l'annexe 6 du code de la commande publique fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde. L'adresse postale à laquelle la copie de sauvegarde devra être envoyée est mentionnée en page de garde.

Le délai de validité de l'offre est fixé à 180 jours à compter de la date limite de remise des offres. En cas de négociation, ce délai court à compter de la dernière offre remise.

## **ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION**

Le présent marché a pour objet l'organisation d'un évènement haut de gamme (dîner de gala) pour le compte du musée national Picasso Paris. Ce dîner s'inscrit dans le cadre de la campagne de levée de fonds du musée Picasso. Le titulaire devra proposer une prestation clé en main, c'est-à-dire la conception, la coordination et la réalisation complète du dîner de gala incluant l'ensemble des services nécessaires à la réussite de l'évènement. Les stipulations techniques, calendaires et particulières sont détaillées au cahier des clauses particulières (CCP).

A titre indicatif et non contractuel, l'enveloppe prévisionnelle du musée national Picasso Paris affectée à l'exécution du présent marché est de 150 000 € TTC, toutes prestations comprises.

## **ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **2.1 - MODE DE LA CONSULTATION**

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée ouverte en application de l'article R. 2123-1 3° du Code de la commande publique, en conséquence des codes CPV suivants :

- 79952000-2 Services d'organisation d'évènements
- 55523000-2 Services traiteur pour autres entreprises ou autres institutions.

### **2.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS**

La composition n'est pas allotie. Elle ne comprend aucune tranche, variante ou autre mécanisme d'option.

### **2.3 - MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION**

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres des modifications au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date. Les soumissionnaires doivent s'assurer que leur environnement informatique n'empêche pas la réception des mails en provenance de la plateforme. En tout état de cause, le Musée Picasso ne saurait être tenu pour responsable de la non-réception d'un courriel par un candidat.

### **2.4 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Le délai de validité des offres est de cent quatre-vingts (180) jours à compter de la date limite de remise des offres. En cas de négociation, ce délai court à compter de la dernière offre négociée remise.

## **ARTICLE 3 - COMPOSITION DU D.C.E ET PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

### **3.1 – COMPOSITION ET MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) se compose des pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC)
- Le cahier des clauses particulières et ses annexes (CCP)
- L'acte d'engagement (AE)

### **3.2 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES :**

Les dossiers de candidature et d'offre déposés par les entreprises devront être rédigés en langue française et chiffré en euros.

Les dossiers de candidature et d'offre doivent être complets dès leur dépôt et attester de l'ensemble des compétences requises pour la réalisation des prestations. Aucune déclaration d'intention ou d'engagement futur ne sera accepté. En cas de sous-traitance, le ou les DC4 complets doivent être fournis dès la soumission du dossier. Les dossiers doivent inclure l'ensemble des éléments permettant de démontrer une adéquation avec les besoins exprimés dans le Cahier des Clauses Particulières (CCP) ainsi qu'avec les critères de sélection définis ci-dessous.

#### **3.2.1 Dossier de candidature - Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat<sup>1</sup>**

- Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché ;
- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;
- Le formulaire DC1 dûment complété permettant au candidat d'attester qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique
- Le formulaire DC2 dûment complété permettant au candidat d'attester qu'il dispose des capacités économiques et financières, techniques et professionnelles pour exécuter les prestations.
- S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;

#### **Capacité économique et financière**

- Les chiffres d'affaires globaux, au cours des trois derniers exercices disponibles, et/ou les chiffres d'affaires annuels dans les domaines d'activité couverts par la présente consultation, au cours de trois derniers exercices disponibles.
- Le montant couvert par l'assurance contre les risques professionnels que le candidat a souscrit.

#### **Capacités professionnelles et techniques :**

- Les effectifs moyens du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
- Les références du candidat au cours des trois dernières années pour les services similaires à l'objet de la présente consultation.
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature ;
- Les certificats de qualification professionnelle délivrés par des organismes indépendants ou tout moyen de preuve équivalent à la qualification demandée sous forme de dossiers techniques

---

<sup>1</sup> Les modèles DC1 et DC2 sont disponibles sur le site suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

spécifiques sur des réalisations similaires de moins de cinq ans pouvant attester d'un degré de compétence équivalent à la présente opération.

L'attention des candidats est appelée sur le fait que leur capacité peut être établie par la production de références vérifiables (au moins trois) et datant de moins de trois ans pour des prestations similaires réalisées auprès de destinataires publics ou privés.

Rappel des interdictions de soumissionner relatives au non-respect des politiques d'égalité entre les femmes et les hommes et de prévention des discriminations :

L'ordonnance du 23 juillet 2015 confirme les interdictions de soumissionner, introduites dans le droit des marchés publics par la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes. Ne peuvent notamment pas candidater à un marché public :

- les personnes qui ont fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive prévue à l'[article 225-1 du code pénal](#). Cette infraction est constituée par toute discrimination, c'est à dire toute distinction opérée entre les personnes physiques ou entre les personnes morales ;
- les personnes qui ont fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'[article L.1146-1 du code du travail](#) ;
- les personnes qui n'ont pas respecté l'obligation de négociation en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, dès lors que les deux conditions suivantes sont réunies :
  - au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la procédure de passation, la négociation prévue à l'[article L. 2242-5 du code du travail](#) n'a pas été menée ;
  - à la date à laquelle les personnes candidatent, elles n'ont pas réalisé ou engagé la régularisation de leur situation au regard de l'obligation de négociation fixée par cet article L. 2242-5.

L'article L.2242-5 du code du travail impose à l'employeur d'engager chaque année, une négociation sur les objectifs d'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes dans l'entreprise, ainsi que sur les mesures permettant de les atteindre.

### **3.2.2 Dossier d'offre**

Le dossier d'offre qui devra être remis devra comprendre les éléments suivants :

- L'acte d'engagement (A.E.) à compléter.
- Le devis complet du candidat, incluant le détail de toutes les prestations demandées à l'article 2.1 du CCP, et particulièrement les coûts des prestations de :
  - Traiteur
  - Agence événementielle
  - L'équipe dédiée (hôtesses, personnel technique, etc.).
  - Gestion des impressions (cartons d'invitation, programmes, signalétique, calligraphie, frais postaux, etc.).
  - Ambiance et décoration : sonorisation, éclairage, décoration florale et scénographie.
  - Animation musicale.
  - Prises de vue photographique et/ou vidéo.
- Un mémoire méthodologique présentant les dispositions prises par le soumissionnaire pour l'exécution du marché et notamment<sup>2</sup> :
  - La méthodologie et l'organisation propre à la mission

---

<sup>2</sup> L'attention des candidats est attirée sur le fait que les informations contenues dans le mémoire constitueront l'élément d'analyse de la valeur technique des offres dans les conditions fixées à l'article 4.1.2 du présent Règlement de la Consultation.

- Les qualifications de l'équipe dédiée : profil, références, CV, certifications...
- Tous les éléments pour répondre aux besoins de l'article 2.1 du CCP et rappelés ci-dessus
- Tous les éléments pour répondre aux sous-critères techniques détaillés à l'article 4.1.2 ci-dessous.

La remise de devis et ce mémoire est obligatoire. L'offre sera déclarée irrégulière car incomplète en cas d'absence de remise de ces documents.

## **ARTICLE 4 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

### **4.1 CRITÈRES DE JUGEMENT**

#### **4.1.1- Critère de jugement des candidatures**

L'EPPDCSI vérifiera que les candidats disposent des capacités économiques et financières, techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution des prestations.

#### **4.1.2 – Critères de jugement des offres**

Afin qu'une notation homogène des candidats soit possible, tous les éléments correspondant aux critères et sous critères devront être intégrés dans le mémoire technique du candidat.

Sous réserve des éléments de régularité, le marché sera attribué au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, appréciée en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous :

Critère 1 : Prix<sup>3</sup> (40%), analysé selon la formule suivante :

$$\frac{P \times \text{coefficient de pondération}}{P(a)}$$

P = total du devis le moins élevé

P(a) = total du devis du candidat analysé

Critère 2 : La valeur technique notée selon mémoire technique du candidat (60%)

2.1 : Appréciation qualitative de l'organisation (méthodologie) proposée pour répondre aux demandes et gestion des relations avec le musée Picasso, optimisation des délais, etc. (40%)

2.2 Appréciation qualitative de l'activité de traiteur proposée (40%) :

- Qualité du menu (composition, origine des produits, présentation) et variété
- Personnels affectés au service : qualifications, formations, tenues
- Personnels affectés à la préparation des prestations alimentaires : qualifications, formations

2.3 Appréciation qualitative des propositions pour l'évènement, de l'équipe dédiée, produits et des matériels proposés pour les autres prestations (hors traiteur) (20%)

---

<sup>3</sup> Il est précisé qu'en cas de discordance constatée dans une offre, les montants pourront être rectifiés en conséquence pour effectuer l'analyse des offres. Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans l'offre, il n'en sera pas tenu compte dans l'analyse.

## **4.2 NEGOCIATIONS**

En application de l'article R. 2123-5 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Après examen des offres, des négociations avec le ou les candidats le(s) mieux classé(s) pourront avoir lieu. Elles seront conduites dans de strictes conditions d'égalité. Les négociations pourront avoir pour objet de permettre aux candidats ayant remis des offres irrégulières ou inacceptables de les rendre régulières ou acceptables, dans le cas où ces offres n'ont pas été considérées comme anormalement basses.

Les candidats pourront être invités par le représentant du pouvoir adjudicateur à préciser, compléter ou modifier leur offre, sans pour autant qu'il soit porté de modifications substantielles au cahier des charges. Au terme de ces négociations, le représentant du pouvoir adjudicateur désigne un attributaire à titre provisoire. Le marché ne pourra être attribué définitivement au candidat s'il ne produit pas dans le délai imparti à l'article 3.2.1 (« Avertissement ») les documents visés à ce même article.

## **ARTICLE 5 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**

### **5.1 RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE**

Pour obtenir des renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient utiles lors de leur étude, les candidats devront faire parvenir, au plus tard **7** jours calendaires avant les dates et heure limites, une demande sur la plateforme du MnPP.

Les renseignements complémentaires portant sur le cahier des charges seront communiqués par le représentant du pouvoir adjudicateur, via le profil acheteur 6 jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres.

### **5.2 VISITE DES LIEUX**

Une visite facultative des locaux pourra être organisée sur demande des candidats.

Pour toute information sur cette possibilité de visite, le candidat devra contacter Madame Jeanne Portier à l'adresse mail suivante avec accusé de lecture et de réception : [jeanne.portier@museepicassoparis.fr](mailto:jeanne.portier@museepicassoparis.fr)

En cas de visite de site, elle doit être effectuée au plus tard 6 jours calendaires avant la date et heure limites de remise des dossiers indiquée en page de garde.